

COLLOQUE
Paris, 8-9 janvier 2009

NOUVEAU MONDE

NOUVEAU CAPITALISME

L'Éthique du capitalisme

Jean-Paul Fitoussi

Nous vivons une époque où l'éthique semble avoir envahi tout l'espace : le commerce est éthique, la finance est éthique, les entreprises adoptent des chartes éthiques, la préoccupation des générations futures est de tous les discours écologiques ou non, etc.. Et pourtant le capitalisme est dans tous ses états ; jamais « l'amour de l'argent » comme dirait Keynes (ou la « soif de l'or » comme diraient les anciens) ne l'avait conduit à de telles extrémités : rémunérations extravagantes des plus aisés, espoirs réalisés de rendements chimériques, obscénité de la misère du monde, explosion des inégalités, dégradation de l'environnement etc. En somme il n'est que deux hypothèses que l'on peut formuler pour expliquer ce paradoxe : soit l'émergence de l'éthique est une réaction au spectacle affligeant des conséquences morales et sociales d'un monde économique précisément déserté par l'éthique ; soit elle est la pièce maîtresse d'une nouvelle stratégie de marketing destinée à satisfaire encore mieux le désir d'accumulation du capital, les deux hypothèses n'étant d'ailleurs pas mutuellement exclusives.

Voilà pourquoi le moment présent, caractérisé par un grand écart entre capitalisme et éthique ne doit guère étonner. Mais comment le comprendre ? Est-ce l'absence d'éthique qui a conduit ainsi le capitalisme au bord du gouffre ? En ce cas, le conte serait presque moral : l'avidité et la cupidité seraient les « actifs » les plus « toxiques » de la finance mondiale. Mais les vices privés ne sont pas devenus des vertus publiques comme le pensait Mandeville et l'avait théorisé Adam Smith : les riches ont certes

beaucoup perdu, mais les pauvres ont tout perdu, et d'autres qui n'étaient pas ou plus pauvres s'apprêtent à le devenir.

Pourtant, on ne peut rejeter avec légèreté l'hypothèse que l'oubli de l'éthique aujourd'hui, comme hier ait conduit le système à la crise. « Les deux vices marquants du monde économique où nous vivons, écrivait Keynes, sont que le plein emploi n'y est pas assuré et que la répartition de la fortune et du revenu y est arbitraire et manque d'équité ». D'où vient que l'on puisse porter sur l'état du monde un tel jugement moral ? Ou pour dire les choses autrement, l'économie ne se donne-t-elle pas comme la science par excellence disjointe de toute considération éthique ?

La « démocratie de marché » déséquilibrée

Le glissement irrésistible de l'économie comme science morale et politique vers l'économie-science, branche des mathématiques appliquées, pourrait nous le faire accroire. D'autant que ce glissement s'est cristallisé dans le concept « d'économie de marché », apparemment débarrassé de toute connotation historique ou institutionnelle. Pourtant le capitalisme est bien une forme d'organisation historique et située, née des décombres et des convulsions politiques de l'Ancien régime. C'est, comme dirait Marx, un mode de production : il n'est pas le fruit d'une immaculée conception ou d'un génie spontané de l'humanité. Son destin n'est pas écrit dans le marbre. En un mot, il n'est pas dissociable du politique. C'est l'interdépendance entre l'Etat de droit et la production et la distribution des biens et services qui donne au capitalisme son unité. L'autonomie de l'économie est donc bien une illusion, comme l'est sa capacité à s'autoréguler. Et c'est parce que le balancier a penché un peu trop du côté de cette illusion que nous en sommes arrivés à la rupture présente.

Du point de vue de l'éthique, ce mouvement de balancier correspond à une inversion des valeurs. L'éthique, pensait-on serait mieux servie si l'on régulait davantage le fonctionnement des Etats (surtout en Europe, mais il faut le dire la théorie nous vient d'Amérique) et si l'on dérégulait davantage les marchés. L'ingéniosité des marchés financiers d'abord, leur aveuglement ensuite, a fait le reste. Il n'est même pas nécessaire de souligner longuement ici, l'écart à l'éthique que fut le grand mensonge, la promesse d'une impossibilité arithmétique par laquelle les institutions financières s'engagèrent à servir à tous leurs clients un rendement supérieur au rendement moyen ! Peut-être ne s'agissait-il que d'incompétence ? Ou peut-être, comme le remarquait récemment Paul Krugman, l'activité financière licite ne s'est elle pas révélée in fine moralement supérieure à celle de Bernard Madoff ?

C'est en tout cas dans l'inversion de la hiérarchie entre le politique et l'économique et souvent dans la subordination pure et simple du premier au second, comme en nombre de pays en développement, que

réside le déficit éthique du capitalisme contemporain. « C'est à départager le champ de ce qui doit être égal et de ce qui peut rester inégal que consiste avant tout l'activité démocratique. C'est d'ailleurs pour cette raison très profonde que la politique ne se confond pas avec la gestion. L'objet même de la politique est de fait celui d'une délibération sur les normes de la justice. » Le scandale éthique de notre temps est bien celui de la mondialisation de la pauvreté, y compris dans des pays très riches. Il est plus encore celui de l'acceptation d'un degré insoutenable d'inégalités dans des régimes démocratiques. Car notre système procède d'une tension entre deux principes, celui du marché et de l'inégalité d'une part (1 euro, une voix) ; de l'autre, celui de la démocratie et de l'égalité (une personne, une voix), ce qui oblige à la recherche permanente d'un «entre-deux», d'un compromis.

« Il en résulte deux mécanismes en fonction desquels les ressources peuvent être allouées à des utilisations et réparties entre les ménages : le marché et les États [...] Aussi l'allocation des ressources que privilégient les individus en tant que citoyens ne coïncide-t-elle pas, en règle générale, avec celle à laquelle ils parviennent *via* le marché. La démocratie dans la sphère politique exacerbe cette divergence en égalisant le droit d'influer sur l'allocation des ressources [...] Pourvus, grâce au suffrage universel, d'un pouvoir politique, ceux, souffrant du fait de la propriété privée, tenteront d'user de ce pouvoir pour exproprier les riches ; dans un langage formalisé, nous dirons que si l'électeur médian est déterminant, et si la distribution des revenus générée par le marché est déformée vers le bas, comme c'est toujours le cas, l'équilibre majoritaire (s'il en existe un) en appellera à une plus grande égalité de revenus ».¹

Mais on pourrait tout aussi bien affirmer que la combinaison de ces mécanismes conduit en théorie à des résultats moins extrêmes, à de moins grandes inégalités de revenus, au bénéfice du système lui-même. Cette tension entre les deux principes est, en effet dynamique parce qu'elle permet au système de s'adapter, et non point se rompre comme le font généralement les systèmes régis par un seul principe d'organisation (le système soviétique). Seules les formes institutionnelles en mouvement peuvent survivre ; les autres se sclérosent. Autrement dit, la thèse selon laquelle le capitalisme n'a survécu comme forme dominante d'organisation économique que *grâce à la démocratie, plutôt qu'en dépit d'elle*, apparaît intuitivement beaucoup plus convaincante. Nous en avons une nouvelle illustration aujourd'hui.

Une hiérarchie normale des valeurs exige alors que le principe économique soit subordonné à la démocratie plutôt que l'inverse. Or les critères généralement utilisés pour juger du bien fondé d'une

¹ Adam Przeworski and Fernando Limongi: "Political Regimes and Economic Growth" in Amiya Kumar Bagchi (ed.), *Democracy and Development*, MacMillan and ST. Martin Press, 1995, P.5.

politique ou d'une réforme sont des critères d'efficacité économique. Dan Usher² proposait d'utiliser un autre critère. Telle ou telle réforme est-elle susceptible de renforcer la démocratie, ou au contraire de l'affaiblir, d'accroître l'adhésion des populations au régime politique ou au contraire de la réduire ? Il est de l'ordre de l'évidence aujourd'hui qu'il s'agit du bon critère. Au nom de quelle prétendue efficacité contraindrait-on les personnes à un degré de solidarité moindre que celui qu'ils souhaitent ? La « démocratie de marché », au sens où je l'entends, suppose ainsi une hiérarchie entre système politique et système économique, et donc une autonomie de la société dans le choix de l'organisation économique.

Les relations entre démocratie et marché sont ainsi davantage complémentaires que conflictuelles. La démocratie en empêchant l'exclusion par le marché accroît la légitimité du système économique et le marché, en limitant l'emprise du politique sur la vie des gens, permet une plus grande adhésion à la démocratie. Ainsi chacun des principes qui régissent les sphères politique et économique trouve sa limitation, en même temps que sa légitimation, dans l'autre : dans la première édition du dictionnaire Palgrave (1894-1899), J.B. Clark écrivait à ce sujet : « Le fait premier de la science économique est la production de richesse. La division du produit entre ceux qui le créent est secondaire en ordre logique et, en un sens, en importance. Pourtant le sujet le plus important pour la réflexion sur l'économie sociale est la répartition. Si le terme est utilisé dans un sens suffisamment large, il désigne tous les processus économiques dont la solution présente des problèmes moraux. De la solution de la question éthique de la division du revenu dépend non seulement la paix sociale, mais la productivité de l'industrie... »

L'éthique de l'avenir

Le spectacle de l'argent facile, lorsque la valeur première est l'accumulation du capital, brouille les horizons temporels. Des rendements financiers anormalement élevés contribuent à la dépréciation du futur, à l'impatience pour le présent, au désenchantement du travail. Il n'est pas nécessaire de convoquer l'ancien testament, Aristote ou Thomas D'Aquin, pour illustrer à quel point les relations entre rendement de l'argent et morale sont problématiques. Il suffit de se référer à Adam Smith, même pas à l'auteur de la Théorie des sentiments moraux, mais à celui de la richesse des nations. Il était en faveur d'un contrôle strict des taux d'intérêt pour une raison qui s'apparente à celle que je viens de souligner, la dépréciation du futur : « Si, nous dit Adam Smith, le taux d'intérêt légal en Grande Bretagne était par exemple fixé à

² Dan Usher, 1981 : *The economic prerequisites of Democracy*, Columbia University Press.

un niveau aussi élevé que 8 ou 10%une grande partie du capital du pays échapperait à ceux qui, probablement, en pourraient faire l'usage le plus profitable, pour tomber aux mains de ceux qui le gaspilleraient et le détruiraient. »

La dépréciation du futur, qu'elle soit conséquence d'exigences insoutenables de rendement financiers (hier) ou de taux d'intérêt anormalement élevés (aujourd'hui) s'oppose à l'horizon temporel forcément long de la démocratie. Cette opposition est préjudiciable à la provision des biens publics essentiels par les Etats et notamment de ceux qui servent à satisfaire la préoccupation pour les générations futures.

Le bien être des générations présentes peut être analytiquement dissocié de celui des générations futures, et peut même s'accroître aux dépens de ces dernières. En d'autres termes, il existe en théorie un arbitrage politique entre les deux. L'une des clés de cet arbitrage est le taux social de préférence temporelle que, par exemple, Nicholas Stern a choisi d'égaliser à 0. C'est bien évidemment le débat politique, c'est-à-dire la démocratie, qui devrait déterminer ce taux. Les relations entre générations ne sont pas si simples pour que l'on puisse faire l'hypothèse d'un altruisme généralisé³. Il est cependant un domaine où les bien être des générations présentes et futures peuvent être considérés comme davantage complémentaires que substituables, celui de la justice sociale. Si cette dernière n'est pas une condition suffisante, elle semble, à tout le moins une condition nécessaire à l'altruisme intergénérationnel. Nous en voyons au moins deux raisons, la première davantage de l'ordre de la conjecture et la seconde de la contrainte. Dans une société où prévaudrait un sentiment d'injustice, où les tendances au repli sur soi et au conflit domineraient, il nous semble qu'il y aurait peu de place pour l'altruisme intergénérationnel. Il serait difficile de postuler que dans un monde où l'équité horizontale (intragénérationnelle), ne tiendrait aucune place, que l'équité verticale (intergénérationnelle) préoccuperait la société. C'est une autre façon de souligner l'impossible autonomie de l'économie, sa nécessaire ouverture sur le système politique.

La seconde raison est relative à l'état des inégalités : lorsque celles-ci sont fortes, une part importante de la société ne peut guère se projeter dans l'avenir, alors même qu'elle le souhaiterait. Les contraintes de la vie quotidienne l'enferment dans le présent. La question écologique pourrait alors se résumer à celle des politiques nécessaires pour permettre à chacun de se projeter dans l'avenir. Si l'on forme l'hypothèse optimiste que l'altruisme intergénérationnel est « un sentiment moral » spontané, comme semble l'indiquer l'attention extrême portée par chacun au destin de ses enfants, on perçoit bien alors comment une réduction des inégalités pourrait réconcilier le capitalisme avec le long terme. Les catégories

³ Pour se convaincre de la faiblesse de cette hypothèse, il suffit par exemple de penser au problème des retraites !

favorisées de la population ont les moyens de mettre en œuvre leur préoccupation des générations futures ; celles qui le sont moins ou pas du tout en sont empêchées et parfois quelques soient les sacrifices qu'ils consentent dans le présent. Si l'on considère que la production résulte d'une coopération entre l'ensemble des membres de la société, il est de l'ordre du truisme d'affirmer alors que les riches tirent davantage profit de cette coopération que les pauvres ! Les moyens de se projeter dans l'avenir devraient alors figurer au nombre des capacités au sens de Sen ou des biens premiers au sens de Rawls, c'est-à-dire « des choses dont les citoyens considérés comme des personnes libres et égales et vivant une existence complète ont besoin. » C'est évidemment dans le champ de la démocratie que se conjuguent ces dimensions de la justice sociale.

Propositions : déréguler les démocraties, délibérer des inégalités

En somme, pour redonner de l'éthique au capitalisme, il convient de profiter de la rupture négative des temps présents pour rompre aussi conceptuellement avec le passé doctrinal qui nous a conduit aux graves turbulences d'aujourd'hui.

Il faudrait ainsi, notamment, pour redonner de l'avenir au futur, « déréguler les démocraties », c'est-à-dire faire davantage de place à la volonté politique, et mieux réguler les marchés. Seule une telle inversion de la hiérarchie présente permettra de réhabiliter le long terme, et favorisera l'investissement des Etats dans les biens publics mondiaux, qui constituent autant de « biens premiers » ou de « capacités » pour la population de la planète.

Il conviendrait aussi de prendre davantage au sérieux l'activité de délibération sur les normes de la justice, qui constitue le propre de la démocratie. Sur ce point, nous proposons, avec les étudiants de Sciences-po, de faire du degré d'inégalité acceptable l'objet d'une délibération publique annuelle par les Parlements. Ce débat, informé par les instituts de statistiques et les travaux des chercheurs, aurait pour insigne avantage d'éviter de laisser dériver des sociétés démocratiques vers un niveau insoutenable d'inégalités sans alerte ni contrôle, et sans que l'opinion publique n'en soit informée. Il existe une assez grande variété de capitalismes, certains étant plus éthiques que d'autres. La publicité des débats, et leur solennité, permettraient alors de rompre pour une fois avec la concurrence sociale et fiscale vers le bas, destructrice de biens publics, dans l'espoir qu'une concurrence vers le haut s'établisse.

